

Stratégie d'industrialisation et voie africaine du développement

Florent Valère Adegbi*

Abstract: *After reviewing the various strategies of industrialisation implemented in Third World countries with more or less success, this study focuses on the danger of the technical dependence which Africa is going through. It underlines the fact that any serious industrial policy should first be based on controlling this variable as a strategic objective. It is important and necessary that Africa creates an alternative industrial development which will learn from what has made some small-scale African enterprises dynamic. Such an approach would among other things tackle the crucial problem of urban concentration.*

L'industrialisation ne saurait en elle-même garantir le développement du tiers monde, et il est vraisemblable que certaines formes d'industrialisation s'opposent en fait au développement (Ecrément 1984:67).

Introduction

Au cours de ces dernières décennies, c'est sans doute l'idée selon laquelle l'industrialisation rapide serait une condition essentielle du développement qui a fini par s'imposer devant l'ancienne thèse de la vocation agricole de l'Afrique. L'industrialisation est ainsi apparue comme la voie royale pour déjouer les effets pernicieux de la division internationale du travail qui place les pays du Sud dans une situation désespérément passive. En effet, la spécialisation dans la fourniture aux pays industrialisés de matières premières agricoles et minières ne pouvait que rendre fragiles des économies forcément sujettes aux effets pervers de la détérioration des termes de l'échange.

L'Afrique doit donc s'industrialiser comme l'Occident afin de rattraper son retard historique et consolider son indépendance politique. C'est avec une ferveur militante que les pays africains se sont engagés il y a une trentaine d'années sur la voie du développement industriel en adoptant des stratégies qui s'inspirent des deux grandes approches de la théorie économique: l'approche néolibérale et l'approche radicale.¹

Africa Development Vol. XIX, No. 3, 1994, pp97-116

1 L'approche radicale désigne ici toutes les théories qui s'opposent plus ou moins au libéralisme ambiant.

Aujourd'hui, le bilan des politiques d'industrialisation africaines a incontestablement le goût amer de la déception et du désenchantement, ce qui a pu faire écrire à Grellet (1988:1007):

Les années quatre-vingt qui devraient être, selon le Plan de Lagos² celles de la décennie du développement industriel en Afrique risquent de se solder par une désindustrialisation (...). Inefficace et mal géré, l'appareil industriel, loin de contribuer à la croissance des économies africaines, ne survit que grâce à des prélèvements coûteux sur les recettes budgétaires et sur le pouvoir d'achat des populations.

De fait, de tous les continents, l'Afrique est celui qui n'a pas encore connu un réel début d'industrialisation.

Dès lors, il devient légitime de se poser des questions sur les erreurs commises ou les limites des différentes stratégies d'industrialisation mises en oeuvre dans ces pays «sinistrés» du Sud, si l'on souhaite vraiment se donner les moyens d'identifier les voies d'une sortie de crise. Ces voies sont à chercher loin des sentiers étroits de l'économisme qui continue d'être sacralisé au travers des programmes soutenus par les institutions financières internationales. Le champ de la réflexion sur la question doit être élargi et abordé dans une perspective plurielle en y intégrant une variable psychologique telle que la «créativité endogène». Le succès de toute politique d'industrialisation en Afrique dépend largement du poids des ressources locales (matières premières, technologie, savoir-faire) qu'elle utilise dans l'ensemble de ses composantes. Pour appuyer cette hypothèse de travail nettement en déphasage avec les politiques officielles de la plupart des gouvernements africains, prenons l'exemple de certaines micro-entreprises créées par de modestes promoteurs locaux et dégageons ce qui constitue la source principale de leur dynamique interne.

Mais auparavant nous passerons en revue les différentes stratégies d'industrialisation expérimentées dans le tiers monde. Nous pourrions ainsi mieux évaluer l'importance de la maîtrise de la variable technologique, la place de la promotion des Petites et Moyennes Entreprises et l'intérêt qu'elles présentent dans la mise en oeuvre de la politique de déconcentration urbaine en Afrique.

Stratégies d'industrialisation dans le tiers monde

Lorsqu'on s'intéresse aux différentes stratégies d'industrialisation mises en oeuvre dans les pays en développement, on a l'impression d'avoir affaire à

2 Document élaboré en avril 1980 par l'Organisation de l'Unité Africaine sur la stratégie de développement économique susceptible de sortir le continent de l'impasse.

une diversité de situations qui justifie l'idée défendue par certains (Ominami 1986; Tenaille 1979) d'une diversité du tiers monde. Cependant, sans courir le risque de paraître réducteur, on peut se résoudre à identifier deux types fondamentaux d'orientation du développement industriel dans les pays du Sud: l'orientation vers une stratégie extravertie ou introvertie, selon que l'on s'inspire de l'approche libérale du développement économique ou de l'approche radicale (néomarxiste).

Stratégies d'industrialisation extraverties

La théorie libérale est constituée par l'ensemble des doctrines économiques qui se fondent sur la liberté de travail, du profit et des échanges. Selon elle, les entraves au libre jeu du marché seraient génératrices de crises et empêcheraient l'instauration de la «naturelle» harmonie économique. C'est Ricardo qui va appliquer au domaine du commerce international la grille d'analyse de l'école classique qui repose sur les théories de l'équilibre et de la croissance. On connaît depuis lors sa célèbre loi des coûts comparés qui se propose de donner une explication de la division internationale de l'activité économique et des avantages que celle-ci présente. Selon cette loi, chaque pays se spécialise dans la production de biens pour lesquels les coûts relatifs nationaux sont plus faibles qu'à l'étranger. Il vend ses biens aux autres en échange des biens pour lesquels les coûts relatifs nationaux sont plus élevés qu'à l'extérieur. Et il n'en faut pas plus pour justifier la thèse du libre échange et des principes sur lesquels s'est constitué le système capitaliste mondial avec sa fameuse Division internationale du travail (DIT).³ Pour certains théoriciens libéraux, les nations sous-développées n'ont rien d'autre à faire que de suivre l'exemple des pays industrialisés qui sont passés par des phases successives (Rostow 1963; Lerner 1958). Ces phases peuvent cependant être accélérées par la mise en oeuvre d'une politique capitaliste conséquente. Ces stratégies d'industrialisation qui se sont constituées sur le modèle libéral se sont appuyées sur la «promotion d'exportations» et la «substitution d'exportations».

La stratégie de promotion des exportations

Stratégie de développement adoptée par certains pays du Sud comme la Malaisie et la Thaïlande, la promotion des exportations rend compte de l'industrialisation fondée sur le développement des exportations de produits primaires. Ainsi, la production des unités industrielles se limite essentiellement aux inputs nécessaires à l'essor du secteur exportateur dont les ventes à l'extérieur vont fournir les moyens de croissance industrielle:

3 On distingue entre l'ancienne DIT qui prescrit aux pays du tiers monde la spécialisation dans la fourniture des matières premières et la nouvelle DIT qui les porte plus ou moins au rang de partenaires industriels.

épargne et biens importés. Plus concrètement le secteur industriel se consacre à la fourniture d'intrants (engrais, matériel agricole) nécessaires pour accroître la productivité agricole ou à la prestation de services susceptibles de faciliter l'exportation de biens intermédiaires modernes, c'est-à-dire de biens ayant connu une semi-transformation. Ce qui fait penser à Tissier que c'est fondamentalement «l'interaction entre exportation de produits primaires et industries qui explique le mode de fonctionnement de l'économie» (1982:84) dans la stratégie de promotion d'exportations.

Une telle stratégie est sans doute fragile quand bien même elle s'emploie à exploiter au mieux les possibilités offertes par la Division internationale du travail, Division ayant inscrit la spécialisation agricole au titre des créneaux porteurs pour les pays du tiers monde. En effet, la croissance des exportations des produits primaires étant la principale dynamique de ce genre d'économie, elle se trouve soumise d'une part aux aléas économiques du contexte international et par conséquent aux fluctuations incontrôlables de la demande (Amin 1990; Ominami 1986), et d'autre part aux effets néfastes du renchérissement constant du prix des équipements industriels importés. Ominami estime que les pays qui adoptent une stratégie d'industrialisation de ce type «subissent la DIT sans disposer du moindre pouvoir de la modifier» (1986:122) alors que Tissier constate qu'une telle stratégie n'est vraiment «viable qu'à court terme; elle ne permet pas à un pays de se dégager véritablement d'une croissance fondée sur les ressources naturelles, ni de passer à une industrialisation fondée sur l'absorption de main-d'œuvre» (Tissier 1982:85).

Mais il existe un mode de participation moins passive à la DIT: la «substitution d'exportations».

La substitution d'exportations

Dans ce cas, «les exportations de produits primaires sont remplacées par celles des produits manufacturés et le secteur industriel devient un secteur extraverti» où «une grande partie de la production est exportée» (Tissier 1992:87). Cette stratégie est une stratégie d'insertion active dans la DIT qui implique une soumission totale aux règles de la concurrence mondiale qui, dit-on, ne peuvent qu'apporter de l'air vivifiant et créer les conditions favorables à la construction d'une industrie efficace. Le succès d'une telle stratégie est liée à l'existence d'un secteur agricole dynamique dont le niveau de productivité permet de soutenir l'industrie moderne en lui fournissant, main-d'œuvre et matières premières ainsi que les produits alimentaires dont elle a besoin à bon marché. Le prix réduit des produits agricoles rendu possible par une productivité élevée du travail agricole et la politique de bas salaires dans l'industrie qu'une telle situation permet constituent deux atouts essentiels de cette politique économique. Aussi conclut Ominami: «La croissance plus rapide de la productivité du travail

comparativement à l'intensité capitaliste et aux salaires réels» apparaît ici comme «l'élément moteur de l'accumulation» (1986:139). Dans ce cas, l'Etat joue un rôle important en matière de planification globale de l'économie, de création directe d'entreprises, d'encouragement aux exportations, de protectionnisme tarifaire et douanier, etc (Balassa *et al.* 1992; Bergsman 1979).

La stratégie de substitution d'exportations a été appliquée par un certain nombre de pays du Sud-Est asiatique désignés sous l'appellation de Nouveaux Pays Industrialisés (NPI) et dont les exploits économiques ont fortement impressionné de nombreux observateurs au cours de ces dernières décennies. Ces pays sont la «Bande des quatre premiers dragons» (Hong Kong, Corée du Sud, Singapour et Taiwan) qui enregistrent des performances exceptionnelles.

Mais ces pays ne sont pas à l'abri des soubresauts de la crise économique internationale et surtout des pressions sociales et démographiques qui auront de plus en plus tendance à compromettre la politique des bas salaires qui constitue le grand avantage qu'ils ont sur les autres pays.⁴ Ainsi se trouveront réduits les gains de productivité, situation qui poussera inexorablement (comme dans les pays occidentaux d'ailleurs) au recours à des investissements industriels à fort contenu technique et capitaliste, donc une baisse de la rentabilité. De fait, l'avantage salarial se déplacera vers les pays asiatiques de la deuxième génération (Thaïlande, Philippines, Malaisie) et à un réel processus de délocalisation. Le cas de ces pays est une preuve des limites de ce que Salama (1982) qualifie de «gestion libre de la force de travail» au moyen des bas salaires. En outre l'intégration de secteurs lourds à leur industrie (basée sur le dynamisme des secteurs légers) va créer à certains de ces pays, notamment la Corée du Sud⁵ de sérieuses difficultés. Quant à Singapour, son économie connaîtra quelques signes d'essoufflement du fait surtout du taux élevé d'importation de technologie étrangère auquel il doit faire face pour répondre aux exigences des changements opérés en faveur d'industries à forte intensité technologique (Tissier 1982). Toutefois, il faut tout de même relativiser l'ampleur des problèmes auxquels se sont confrontés les pays de la première Bande des quatre qui ont su, mieux que tous autres pays, s'adapter aux

4 Les entreprises seront contraintes à consentir des augmentations de salaires réels supérieurs aux gains de productivité (Ominami 1986).

5 A cet égard, explique Tissier (1982:101) «Dès 1979, la Corée a connu une surcapacité de production dans la construction navale, l'automobile, l'acier, l'ingénering, etc. Les distorsions dues aux subventions à l'industrie lourde et au secteur exportateur sont clairement apparues avec la baisse de la croissance des exportations et du PNB, alors que les dépenses en capital s'emballaient, le tout dans un climat très inflationniste».

conditions changeantes de conjoncture internationale et engager avec succès des restructurations économiques.

Stratégie d'industrialisation introvertie

Contre la thèse néo-classique de la spécialisation productive selon le principe des avantages comparatifs, Raul Prebisch et les économistes de la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine) opposent l'idée d'une économie internationale partagée entre un Centre et une Périphérie, une économie constituée sur la base du système contestable de DIT mis en place au XIXème siècle. En effet, cette DIT, loin de favoriser la diffusion des fruits du progrès technique, entretient selon la CEPAL la détérioration des termes de l'échange et crée un déséquilibre structurel entre le Nord et le Sud. Dans ces conditions, s'impose pour les pays latino-américains une stratégie de rupture s'appuyant sur une politique de développement susceptible de surmonter «les insuffisances dynamiques» et de «créer un pôle dynamique de développement national et auto-entretenu» (Ominami 1979:727). En d'autres termes, il s'agit de mettre en place des «politiques économiques visant à détacher l'accumulation du capital des effets nuisibles que provoque leur insertion dans l'économie mondiale» (Salama 1982:35) par un processus accéléré d'industrialisation en vue du renforcement de l'indépendance nationale.

La stratégie de substitution d'importations

La «substitution d'importations» (import-substitution) est la stratégie à laquelle ont recouru certains pays du tiers monde qui ont pris la décision d'importer des biens de production pour constituer un premier capital industriel, capital sur lequel ils vont s'appuyer pour produire et fournir à leurs populations des biens de consommation en remplacement de ceux préalablement importés. On comprendra pourquoi Courlet et Judet (1986:523) indiquent que «ce processus d'industrialisation commence par la fin, c'est-à-dire par la fabrication simple de biens de consommation. Puis, progressivement, le processus remonte vers les biens de consommation durable puis dans une phase ultérieure, vers les industries de base». Ici, le marché domestique joue un rôle déterminant dans la mesure où c'est à l'intérieur de ce marché que doivent se «réaliser», faute de compétitivité, la production industrielle. D'où l'importance de sa grande taille pour permettre des économies d'échelle.

Après avoir connu ses débuts dans le sous-continent latino-américain, la substitution d'importations s'est propagée ensuite pour devenir la forme dominante de l'industrialisation dans les pays du Sud. Au nombre des pays les plus avancés sur la voie de substitution d'importations, on compte aussi bien des pays relativement vastes et peuplés comme le Brésil, le Mexique, la Colombie, le Nigeria que des pays plus petits comme le Kenya, la Côte d'Ivoire, la Tunisie...

Au cours de la première phase de la substitution d'importations, la plupart des pays qui se sont engagés (aussi bien en Amérique latine qu'en Afrique) sur cette voie ont connu des performances plus ou moins remarquables. Mais très tôt des blocages sont apparus dont la cause fondamentale pourrait résider selon Faire (1980) et Tissier (1982) dans le manque d'intérêt accordé au secteur agricole, lequel secteur devrait soutenir l'essor de l'activité industrielle en lui fournissant de la main-d'oeuvre, des matières premières et l'alimentation à un prix intéressant. Quant à Ominami (1986:133), il insiste plutôt sur la forte répercussion qu'aurait eu l'aggravation de la conjoncture internationale dans les années 1980 sur le niveau d'activité industrielle de ces pays. Ceux-ci, compte tenu de leur dépendance très forte à l'égard du marché international, vont être amenés à subir les effets combinés de l'élévation des taux d'intérêt, de l'aggravation des difficultés d'accès au marché financier international et de la baisse des cours des matières premières exportées. D'où la diminution sensible de leur capacité d'importer et «une contraction particulièrement forte de l'activité industrielle»

Lorsqu'on s'en tient au cas plus spécifique de l'Afrique qui compte beaucoup de micro-Etats, on peut relever comme étant particulièrement préjudiciables «l'étroitesse des marchés urbains déterminée par une croissance irrégulière des revenus et de la consommation des ménages» (Benachenhou 1980:30) et «la structure de répartition des revenus monétaires, surtout dans les pays d'Afrique noire ou l'absence de propriété privée généralisée du sol bloque l'émergence d'une bourgeoisie rurale consommatrice de produits industriels intermédiaires et finals» (Faire 1980:179).

L'industrialisation en profondeur

Les théories cépaliennes, estiment Cardoso et Faletto (1978:10), bien que critiques à l'égard de la DIT sont incapables de déboucher sur des solutions appropriées parce qu'elles «ne s'appuyaient pas sur une analyse des processus sociaux ..., n'attiraient pas l'attention sur les relations impérialistes entre les pays et ne tenaient pas compte de l'inégalité des rapports entre les classes». C'est pourquoi les partisans de l'Ecole de la dépendance⁶ et de l'échange inégal⁷ ont estimé que des mesures beaucoup plus radicales sont nécessaires pour faire face à la nature impérialiste du système capitaliste occidental.

6 On pourrait citer comme représentants de cette école: Cardoso, Faletto, Furtado, Gunder-Frank.

7 En revanche cette école fait plutôt penser à Emmanuel, Amin, Wallerstein.

Les pays sous-développés continueront d'être les victimes du «pillage» occidental s'ils ne se décident pas à mettre en oeuvre une politique de «déconnexion» (Amin), c'est-à-dire adopter une stratégie visant à rompre avec la logique du système capitaliste mondial, générateur d'inégalités irréductibles entre son Centre et sa Périphérie. En effet, observent Courlet et Judet (1986:525), «le poids de la contrainte externe est si lourd et la domination du capital transnational sur le développement des forces productives est si forte qu'ils interdisent toute industrialisation et croissance réelle dans les zones sous-développées». Le tiers monde se trouve alors devant une alternative dont les termes sont à tout le moins dramatiques: choisir entre la déconnexion et l'ajustement aux exigences dominatrices du Nord (Amin 1986:40). Choisir la déconnexion impliquerait une nouvelle approche de l'industrialisation, approche voisine de celle suivie par les pays socialistes avancés, notamment l'ex-Union Soviétique.

Cela étant, l'«industrialisation en profondeur» a pour but «la construction d'un appareil productif cohérent, capable de satisfaire aux différents besoins de consommation, tout en assurant le plein emploi des ressources» (Courlet et Judet 1986:523). Ce qui ne va pas sans la mise en oeuvre d'une planification rigoureuse visant la création d'une matrice inter-industrielle «noircie», autrement dit une matrice dont les différents secteurs sont reliés entre eux par leurs inputs et leurs outputs (De Bernis 1968). Il importe alors de mettre en place une structure industrielle cohérente, ce qui n'est réalisable qu'à partir d'industries que l'on peut qualifier d'industrialisantes et qui sont:

celles dont la fonction économique fondamentale est d'entraîner dans leur environnement localisé et daté un noircissement systématique de la matrice inter-industrielle et des fonctions de production, grâce à la mise à disposition de l'entière économie d'ensembles nouveaux de machines qui accroissent la productivité du travail et entraînent la restructuration économique et social de l'ensemble considéré, en même temps qu'une transformation des fonctions de comportement au sein de cet ensemble» (De Bernis op.cit).

On peut déjà entrevoir le rôle important dévolu à l'Etat en tant qu'instance de planification des investissements qui doit concentrer ses efforts sur la création d'industries lourdes (aciérie, métallurgie, mécanique, etc). Lipietz (1988:1024) trouve là une raison de qualifier cette stratégie «d'industrialisation par l'amont» par opposition à la substitution d'exportations qui se fait par «l'aval». L'industrialisation par l'amont est par excellence le modèle suivi par l'Union soviétique et un certain nombre de pays qui lui ont emboîté le pas dans la voie du «socialisme scientifique» comme l'Algérie. Ce pays d'Afrique qui se caractérisait au lendemain de son indépendance en 1962 par une extraversion économique complète (au plan agricole et industriel) s'est engagé très tôt dans la voie d'une réforme économique visant la création d'une structure

industrielle cohérente et intravertie, l'utilisation systématique du dynamisme interne de la liaison agriculture-industrie. Mais l'espoir placé dans la réussite de cette stratégie dans le tiers monde s'est vu progressivement entamé au fur et à mesure que des difficultés apparaissaient et s'approfondissaient: la réalité est que l'oeuvre d'intégration harmonieuse espérée de l'ensemble de l'économie, la mission dynamisante attendue de la mise en oeuvre de cette stratégie ne sont accomplies ni à l'Est, ni au Sud où crouissent quantité d'«éléphants blancs». Le tableau 1 donne un regard synoptique sur les quatre différentes stratégies identifiées.

Les enjeux technologiques du développement industriel

Si les stratégies d'industrialisation que nous venons d'exposer ont quelque chose en commun, c'est l'investissement coûteux qu'elles impliquent dans l'importation de technologies étrangères. L'industrialisation du tiers monde ne se retrouve-t-elle pas de ce fait «financièrement fragile et technologiquement dépendante»? (Benachenhou 1980:29).

Stratégie d'industrialisation et technologie

Lorsqu'on examine de plus près le rapport que chaque stratégie établit avec l'utilisation de la technologie «transférée» des pays industriels avancés, on s'aperçoit que:

- dans la logique de la promotion d'exportations, on ne s'interdit guère l'importation d'inputs et équipements industriels sur lesquels on mise pour faire bénéficier au secteur primaire les fruits du progrès technique et rendre la production compétitive sur le marché mondial;
- dans celle de la substitution d'exportations, on fonde l'efficacité des industries sur l'utilisation de la technologie occidentale la plus avancée dans les branches à forte intensité de main-d'oeuvre, comme c'est le cas du textile, de la coordonnerie...;
- dans la mesure où la substitution d'importations ne vise que la substitution des biens de consommation importés, elle ne se prive pas de l'approvisionnement sur le marché international des inputs et équipements nécessaires à son développement industriel;
- bien qu'affichant une volonté totale d'indépendance nationale, les partisans de l'industrialisation en profondeur rejettent «l'aventurisme technologique» et optent d'emblée pour l'importation de technologies de pointe. Ainsi pense-t-on se donner la possibilité «d'intégrer le maximum d'effets stimulants dans sa propre industrie, d'élever le niveau technique de ses cadres et de sa main-d'oeuvre, et de se donner des produits susceptibles de diffusion massive» (De Bernis 1971:551-552). Emmanuel (1981) trouve tout à fait justifié un tel choix dans la mesure où les technologies simples, dites appropriées ne sont en fait que des «technologies sous-développées».

Tableau 1: Différentes stratégies d'industrialisation dans le tiers monde

| Stratégies adoptées | Traits principaux | Nature de la stratégie | Modèle empirique | Source des problèmes | Produits exportés | Produits importés | Atouts nécessaires |
|---------------------------------|--|---|--|--|---|--|---|
| Promotion d'exportations | Secteur industriel servant d'appui à l'agriculture et à l'extraction minière | Stratégie offensive (approche libérale) | Thaïlande Malaisie | Renchérissement du prix des équipements et fluctuation de la demande sur le marché mondial | Matières agricoles et ressources minières | Équipements industriels et biens de consommation | Main d'œuvre et surfaces agricoles |
| Substitution d'exportations | Secteur industriel orienté vers l'exportation de produits manufacturés | Idem | NPI Corée du Sud, Hong King, Taiwan, Singapour | Fluctuation de la demande mondiale (due à la récession) Résistances sociales à la politique des bas salaires. Prix élevé de la technologie importée | Produits manufacturés provenant du secteur manufacturé (industries légères) | Biens de consommation et équipements lourds | Planification étatique efficace etaylorisation de la main-d'œuvre |
| Substitution d'importations | Secteur industriel tourné vers la production de biens autrefois importés | Stratégie défensive (approche radicale) | Brazil, Méquie, Colombie, Nigeria, Côte d'Ivoire, Kenya | Faiblesse de l'agriculture. Baisse du cours des matières premières. Déséquilibre entre accroissement des salaires et productivité. Étroitesse du marché | Surplus agricoles et ressources naturelles | Équipements industriels et biens non produits localement | Démographie forte et marché permettant la réalisation d'économies d'échelle |
| Industrialisation en profondeur | Secteur industriel lourd susceptible de produire un effet d'entraînement | Idem | Algérie | Très forte dépendance technologique. Faible capacité de gestion. Faible compétitivité des produits | Surplus industriels et ressources naturelles | Équipements industriels lourds | Planification étatique efficace. État fort. Dotation en ressources naturelles |

Source: Compilé par l'auteur

Au demeurant, il apparaît que malgré le choix opéré en faveur d'une stratégie extravertie ou intravertie, les pays du tiers monde qui partagent pour la plupart un niveau faible de détention de brevets d'invention doivent payer un lourd tribut pour leur dépendance technologique vis-à-vis de l'Occident. C'est dire que, dans une proportion plus grande que la dépendance financière exagérément mise en cause, la dépendance technologique semble mieux expliquer l'essentiel des problèmes que rencontre le tiers monde sur la voie de son industrialisation. C'est elle qui permet de comprendre les raisons du lourd endettement qui pèse sur la plupart des pays du Sud quelque soit la stratégie d'industrialisation adoptée.

Selon Amin en effet, le problème du développement industriel des pays de la Périphérie ne serait pas réglé tant que subsisteront «certaines formes de dépendance qui se manifestent au niveau de la technologie ...» (1980:81). Une véritable rupture s'impose par conséquent avec les formes classiques de la DIT dans le cadre d'une stratégie «d'autonomie collective»,⁸ d'un «développement véritable autocentré» (Amin 1980:29) «au service des masses urbaines pauvres» et non guidé par «les critères de rentabilité qui favorisent le marché local privilégié et l'exportation vers les centres développés» (Amin 1980:30). Les technologies importées véhiculent nécessairement des rapports de production capitalistes et se trouvent ainsi en déphasage avec le cadre socio-politique viable (participation populaire) favorable à la création des conditions propices à l'innovation technologique endogène.

Voie alternative de développement industriel

Cette façon de poser le problème de l'industrialisation — dans une perspective plus globale prenant en compte le choix politique de société et privilégiant la variable technologique — caractérise un certain nombre de théories: le culturalisme, l'éco-développement et le «smallisme» schumacherien.

- Pour le culturalisme, la réussite d'un transfert exige sans doute que le sous-système technologique importé soit intégrable au milieu socio-culturel récepteur; or ceci n'est malheureusement pas le cas pour les pays de l'Afrique au sud du Sahara qui subissent une véritable «greffe technologique» alors que la greffe technologique est condamnée à l'échec. Un développement par la créativité endogène serait la solution à cette

8 La stratégie d'autonomie collective implique: 1- la rupture des liens de domination mis en oeuvre par les pays dominants à travers leur contrôle du «système international»; 2- la mobilisation intégrale des ressources et capacités internes; 3- le renforcement des liens et de la coopération entre pays en développement; 4- la réorientation des efforts de développement de manière à satisfaire les besoins sociaux essentiels des populations, E. Oteiza et F. Sercovic, cités par Malkin (1980:82).

impasse technologique où mène inévitablement «l'occidentalisation du tiers monde» (Latouche 1989), un développement soucieux de la préservation de l'identité culturelle des peuples étant donné que «la pire des pauvretés pour certains peuples, n'est pas nécessairement la famine et la mort physique, mais bien plutôt de vivre aliéné, sans identité, sans famille, esclave du temps et de l'argent» (Vachon 1984:52).

- Selon Sachs et ses disciples, «les choix techniques ne sont pas neutres, ils sont porteurs d'une formation sociale, d'une structure sociale (...). Les transferts massifs des techniques exogènes s'accomplissent au détriment de la recherche de techniques plus autonomes, plus appropriées aux conditions culturelles, sociales, économiques et écologiques des sociétés concernées» (1981:45). L'industrialisation ne doit nullement se réaliser au détriment de l'éco-système qu'il lui revient plutôt de mettre en valeur à l'aide de techniques appropriées, adaptées ou dans certains cas délibérément imitées. Les éco-développementalistes conçoivent l'existence d'une pluralité de technologies appropriées dont l'essentiel tient à l'adéquation avec un ensemble d'objectifs et de contraintes propres au milieu concerné.
- Quand à Schumacher (1978:60), il estime que tendre vers le gigantisme, c'est poindre vers l'auto-destruction. Il faut alors revenir à la vraie dimension de l'homme, qui est par excellence un être petit. Du fait de leur pauvreté, les pauvres ne sauraient adopter avec succès la technologie occidentale. «Certes ils s'y emploient souvent. Ils doivent alors supporter les conséquences les plus néfastes sur plusieurs plans: chômage considérable, migrations massives vers les villes, décadence des campagnes et tensions sociales intolérables». Ce dont ils ont besoin, c'est précisément d'une technologie de niveau intermédiaire faisant un emploi modéré des ressources rares tout en s'adaptant avec beaucoup plus de facilité à l'environnement dans lequel il est utilisé. Aussi doit-elle avoir la propriété d'être assez simple, donc facile à assimiler pour permettre l'entretien et la réparation des équipements techniques (directement) par les travailleurs (tableau 2).

Développement industriel en Afrique: les PMI et la déconcentration urbaine

Les pays africains doivent donc étudier les possibilités d'une politique alternative⁹ en matière d'industrialisation, politique orientée aussi bien vers la maîtrise de coûts importants que représente l'importation continue des facteurs de production que la limitation des effets néfastes de la concentration urbaine par le développement des PMI.

9 D'une «autre économie» pour reprendre l'expression chère au Professeur montréalais Benoît Levesque (1989).

Maîtrise des coûts, intérêt et viabilité des PMI

La maîtrise des coûts de production ne va pas sans la création d'une base technologique locale, autrement dit la production endogène des outils, des machines et des machines-outils afin de réduire progressivement la forte dépendance et l'extraversion très marquée des économies africaines. Or la logique dans laquelle évolue la grande entreprise moderne l'oblige à recourir à des technologies de plus en plus sophistiquées, ce qui dans le cas d'un pays pauvre est synonyme d'importation considérable de technologies occidentales dispendieuses. Dans la grande industrie moderne la hausse de la productivité est liée à l'emploi de machines toujours plus spécialisées, voire de la robotisation. L'expérience dans les pays sous-développés montre cependant qu'il ne suffit pas d'avoir accès à la haute technologie pour être capable d'une plus grande productivité. Beaucoup d'usines y supportent des coûts importants dus au manque d'utilisation efficiente des capacités productives des machines qu'elles importent, soit en raison du niveau de qualification médiocre de leurs personnels, soit en raison des difficultés liées à l'étroitesse du marché local.

En raison du faible taux de rendement de la technologie sophistiquée dans les pays du Sud (Grellet 1988), il y a lieu alors d'opter en faveur d'une technologie de niveau moyen, celle justement qu'utilisent en général les entreprises de petite taille et qui peut être produite localement. «Les enquêtes dont nous disposons sur l'équipement des petites et moyennes entreprises» affirme à ce sujet Elsenhans (1988:610), «montrent que pratiquement 90% des machines sont de type standard que l'on produit déjà dans certains pays du tiers monde et dont ni les spécifications techniques ni les marchés intérieurs possibles interdisent la production locale». Les entreprises industrielles de petite taille peuvent offrir un cadre dynamisant pour l'utilisation et la création de technologies adaptées aux niveaux de connaissances techniques de base des travailleurs mais également promouvoir l'emploi des ressources physiques et humaines locales (tableau 3).

En effet, si dans les pays comme le Japon, l'Allemagne, les nouveaux Pays Industrialisés, la vitalité des PMI liée à la flexibilité ne fait point l'ombre d'un doute, il semble qu'en Afrique leur succès serait plutôt fonction du degré de leur enracinement local, ce qui renvoie à leur capacité réelle de mettre en valeur les potentialités du milieu et de répondre aux besoins essentiels des populations. Il faut réussir à se soustraire de l'extraversion culturelle dont souffrent la plupart des décideurs politiques africains et son corollaire, le mimétisme, pour être en mesure de voir le dynamisme dont fait preuve une nouvelle catégorie des PMI africaines en émergence. Il faut chercher à s'inspirer du secret de la réussite de ces PMI pour avancer dans la voie de la recherche d'une stratégie d'industrialisation plus judicieuse en Afrique.

Tableau 2: Approches alternatives du développement

| Approches/Aspects | Théoriciens principaux | Focus | Diagnostic | Solutions préconisées | Type de technologie |
|--|------------------------|---------------|--|--|---|
| Approche culturaliste | Latouche Vachon | Culture | Technologie occidentale non adaptée | Créativité endogène. Réhabiliter sa propre culture | Technologies appropriées créées localement |
| Eco-développement | Sachs | Environnement | Absence d'une harmonisation entre gestion de l'environnement et politique industrielle | Promouvoir un développement intégré qui ne néglige point la dimension écologique | Choix entre plusieurs types de technologies adaptées |
| «Le smallisme» ou l'approche schumacherienne | Schumacher Mc Robie | Tissu social | Gigantisme technologique très néfaste pour le Tiers-Monde | Promouvoir une technologie consommatrice de main-d'oeuvre | Option en faveur d'une technologie intermédiaire (entre artisanal et moderne) |

Source: Compilé par l'auteur.

A côté des PME qui sont le fruit d'une politique gouvernementale marquée par l'extraversion (Biya-Bi 1992) et qui battent de l'aile, il y a ces entreprises nées (souvent en dehors du financement bancaire et faisant recours aux tontines)¹⁰ des initiatives privées locales qui, non sans tirer des enseignements utiles de ce qui fait la force du secteur informel, se sont orientées vers des activités à fortes composantes d'inputs locaux. S'appuyant par exemple sur les recherches disponibles en matière de technologies de produits de terre cuite et sur les connaissances traditionnelles en ce domaine, ces micro-industries en émergence entendent tirer le meilleur parti possible de ce vaste marché que constitue la construction d'habitats et d'édifices modernes en Afrique. Il faut dire que les matériaux de construction qu'elles livrent sur le marché à prix compétitif sont fabriqués à partir d'une matière première locale, la latérite qui ne requiert qu'une faible teneur en ciment pour donner des briques, des tuiles, des carreaux, ... de qualité égale à celle de leurs concurrentes, avec l'avantage d'offrir un meilleur confort en raison de leur vertu thermo-régulatrice. Plus remarquable encore est le fait que les machines utilisées par ces micro-industries soient produites localement dans des entreprises semblables par des promoteurs africains qui les cèdent à un prix fort intéressant par rapport à celui des prototypes importables de l'Occident. Mais l'économie réalisée dans les coûts de fabrication est encore plus importante si on tient compte de la technique originale¹¹ utilisée pour la cuisson des matériaux afin de minimiser la «facture» d'électricité. Alors qu'elle avait la possibilité de se reconvertir dans ces activités qui font le bonheur d'un certain nombre d'entreprises nigérianes et ghanéennes, la Céramique Industrielle du Bénin a fermé les portes après quelques années d'existence en abandonnant à la rouille un équipement importé de plus au point. C'est avec beaucoup d'amertume que l'un des cadres béninois de cette entreprise — qui s'était battu en vain pour faire valoir l'idée de la réorientation des activités pour sauver son emploi et son entreprise— nous a fait part de son désespoir quant au développement des pays africains. Pour lui, le problème de ces pays réside essentiellement dans le fait que leurs décideurs, contrairement à ce que prétendent Kabou (1991) et Etounga-Manguelle (1990), manquent d'autonomie, d'imagination et sont totalement sourds aux idées originales qui ne viendraient pas de leurs «maîtres» en Occident.

D'autres branches d'activités comme l'industrie alimentaire et la savonnerie bénéficient du même dynamisme en Afrique (Courlet et

10 Les tontines constituent une forme d'épargne populaire en Afrique, notamment dans sa partie occidentale et centrale.

11 Cette technique consiste en la substitution d'un procédé naturel de cuisson des matériaux à l'usage du four électrique.

Tiberghien 1986). Si ces industries «enracinées dans leur milieu» gagnent du terrain, il y a lieu d'espérer un développement du monde rural et une régionalisation des activités économiques. La question qui se pose alors est de savoir si l'Etat n'a pas un rôle à jouer ici pour accompagner un tel processus.

Le développement des PMI pour la déconcentration urbaine

Les politiques d'industrialisation mises en oeuvre en Afrique ont eu comme conséquence de hâter l'urbanisation et de défavoriser un développement rural authentique. Inexorablement s'accroît un déséquilibre entre villes surpeuplées, pôles d'attraction des ruraux qui refusent de se résigner à la désolation des campagnes et des autres régions pauvres d'un pays donné. Une action gouvernementale conséquente désireuse de venir à bout de la concentration des industries et de la population industrielle dans les grandes villes peut s'appuyer sur un programme de développement et de promotion des micro-industries. D'autant plus que la modernisation du secteur agricole requiert la création d'entreprises spécialisées dans la fabrication d'outillage, d'engrais, d'installation de stockage, de pharmaceutique, de conservation et de transformation valorisante qui n'ont aucune raison de se concentrer dans les grands centres urbains. Bien au contraire, la proximité de leur clientèle rurale devrait constituer un atout décisif puisque le degré de leur introversion (enracinement) est tel que ces entreprises peuvent trouver sur place la majeure partie des ressources physiques et humaines nécessaires à leurs activités. Cependant, pour que les «économies d'agglomération»¹² soient le mieux assurées, il est nécessaire de créer des réseaux, de favoriser des relations du type de celles qu'on retrouve dans les «districts industriels». C'est ici que le rôle de l'Etat en tant qu'instance de planification et de soutien de la bonne marche de l'activité économique doit être le plus attendu pour appuyer ce processus alternatif, de développement socio-économique.

Avec cette possibilité de créer des emplois pour fixer certains travailleurs sur place et améliorer leur niveau de qualification au moyen d'un système d'apprentissage adapté, le tissu industriel pourrait à moyen ou long terme en tirer des effets bénéfiques, ce qui pourrait se traduire par l'émergence d'un entrepreneuriat local.

12 Par ce terme, on sait que les économistes désignent des gains dont l'origine se situe à l'extérieur de l'entreprise. Ce peut être la proximité des clients, des fournisseurs, des écoles de formation, une administration efficace, la disponibilité des moyens de transport, toutes choses dont les coûts ne sont pas assumés par l'entreprise alors qu'elles contribuent largement à sa rentabilité.

Tableau 3: Entreprises de grande et de petite taille en Afrique
Aspects positifs et négatifs

| Taille/Traits | Type de technologie | Avantages | Inconvénients |
|---------------------|--|---|---|
| Grandes entreprises | Technologie sophistiquée (robotisation, informatisation) | Susceptible de trouver plus facilement un financement extérieur | Coûts prohibitifs, endettement plus lourd. Taux de rendement bas dans les PED. Étroitesse du marché local. Pollution, chômage |
| P M I | Technologie de niveau moyen, peu complexe | <p>Épargne coûts raisonnables</p> <ul style="list-style-type: none"> - plein emploi des ressources humaines locales - utilise ressources physiques locales - protection de l'environnement - adaptation au niveau de qualification locale - adaptation à l'éroitesse des marchés - permet de reproduire un milieu de travail + ou - cohérent avec la culture locale | Résistance des couches supérieures de la population à consommer des produits locaux |

Source: Compilé par l'auteur.

Conclusion

Une raison fondamentale milite en faveur de la promotion en Afrique de petites et moyennes industries consommatrices d'inputs locaux: c'est la nécessité d'échapper aux effets dramatiques de la dépendance technologique et de l'endettement. Compte tenu des ressources naturelles, humaines et financières dont elle dispose, l'Afrique doit faire de la variable technologique un élément stratégique de premier ordre dans son choix. Aussi devrait-elle, sans pour autant s'enfermer dans une politique d'autarcie débridée, s'aménager toutes les conditions propices au caractère inventif et à la promotion de technologies (efficaces) de niveau intermédiaire, technologies alors maîtrisables par les populations. Samir Amin (1981) a suggéré à cet égard l'avantage que chaque pays pauvre pourrait tirer d'une large collaboration avec ses voisins du Sud dans le cadre de la recherche d'une «autonomie collective». Mais cette coopération doit dépasser ce niveau et se poursuivre avec l'Occident dans le cadre de la mise en oeuvre d'une politique de «substitution sélective d'importations» (informatique, certains inputs, équipements industriels et biens de consommation). De ce fait, on comprendra en ces temps de dévaluation (du franc CFA) que la stratégie d'industrialisation susceptible de faire le bonheur de l'Afrique est celle qui combine consommation de masse,¹³ technologies appropriées et importation sélective de biens.

Les pays africains souffrent d'une extraversion culturelle grave qui les empêche de rechercher des solutions originales et adaptées à leurs problèmes. Au contraire, ils passent leur temps à courir derrière des modèles inadaptés qui les condamnent à l'indigence. Cette indigence ne frappe que les larges masses rurales et urbaines que les systèmes politiques en vigueur et «l'intellectocratie» qu'ils entretiennent écartent des rênes du pouvoir, alors que vit dans l'opulence une poignée d'hommes déracinés et sans scrupules ayant monopolisé l'appareil d'Etat à leur profit. En Afrique, le développement sera populaire¹⁴ ou ne sera pas! Populaire, il devra nécessairement s'inspirer des logiques locales et s'orienter vers la satisfaction des besoins fondamentaux du plus grand nombre.

Chaque fois que les paysans ne sont plus considérés comme des arriérés alourdis par le fatalisme ou que les talents des travailleurs industriels, lettrés ou illétrés, diplômés ou non diplômés, sont systématiquement intégrés et promus, il s'agit d'un test significatif de la bonne orientation de l'entreprise étant donné que participation et plein accomplissement font partie des besoins fondamentaux à satisfaire (Judet 1980:47).

- 13 On parle de production de masse dans le cas où les produits des unités industrielles sont à la fois consommables et consommés effectivement dans le pays lui-même.
14 Populaire signifie ici conforme au goût du peuple, à ses aspirations.

Comme Charbonnet (1958:98), nous sommes de ceux qui croient que l'industrialisation de l'Afrique est une oeuvre nécessaire, l'erreur grossière à éviter étant «d'industrialiser à tort et à travers, sous peine de consentir à des investissements improductifs». La richesse à tirer des ressources humaines et des enracinements culturels ne doit-elle pas prendre le pas sur toutes autres considérations dans la formulation d'un projet de développement viable en Afrique?

Références

- Amin, S; Faire, A; Malkin, D, 1980, *L'avenir industriel de l'Afrique*, Paris, Harmattan ACCT.
- Amin, S, 1986, *La déconnexion: Pour sortir du système mondial*, Paris, La Découverte.
- Amsden, A, H, 1990, 'Third World Industrialisation: Global Fordism or a New Model', *New Left Review*, No. 182, pp. 5-31.
- Balassa, B, et al., 1982, *Development Strategies in Semi-Industrial Economics*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins University Press.
- Banque Mondiale, 1980, 1984, *Rapport annuel*, Washington, D.C., Oxford University Press.
- Benachenhou, A, 1980, «Quelle industrialisation pour le tiers monde», *Dossier FIPAD*, No. 20, Novembre-Décembre, pp. 7-35.
- Bergsman, J, 1979, 'Growth and Equity in Semi-Industrialised Countries', *World Bank Staff Working Paper*, No. 351.
- Bessis, S, 1988, «Développement: la fin des modèles? Quelques observations sur les mutations des années 1980», *Cahiers de recherche sociologique*, Vol. 6, No. 1, pp. 79-97.
- Biya-Bi, Y, 1992, «Les PME ivoiriennes, difficile promotion des entreprises nationales», *Cahiers de sociologie économique et culturelle*, No. 18, Décembre, pp. 115-130.
- Cardoso, F, H, et Faletto, E, 1978, *Dépendance et Développement en Amérique Latine*, Paris, PUF.
- Charbonnet, J, 1958, *Une oeuvre nécessaire: L'Industrialisation de l'Afrique*, Genève et Paris, Droz et Minard.
- Courlet, C, et Judet, P, 1986, «Industrialisation et développement: la crise des paradigmes», *Revue Tiers-Monde*, No. 107 Juillet-Septembre, pp. 519-531.
- Courlet, C, et Tiberghien, R, 1986, «Le développement décentralisé des petites et moyennes entreprises industrielles au Cameroun. Repérage de quelques évolutions en cours», *Revue Tiers-Monde*, T. XXVII, No. 107, Juillet-Septembre, pp. 607-616.
- De Bernis, D, G, 1968, «Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale», *Economie appliquée*, T. XXI, No. 1, pp. 41-68.
- , 1971, «Les industries industrialisantes et les options algériennes», *Revue Tiers-Monde*, No. 47, pp. 545-563.
- Delacollette, J, 1985, *Transfert de technologie et développement*, Bruxelles, Delta.
- Delalande, P, 1987, *Gestion de l'entreprise industrielle en Afrique*, Paris, ACCT Economica.
- Diakité, S, 1985, *Violence technologique et développement*, Paris, l'Harmattan.
- Dumas, A, 1971, «Les modèles de développement», *Revue Tiers-Monde*, No. 46, pp. 279-301.
- Ecrement, M, 1984, *Industrialisation et développement auto-centré*, Paris, PUF.
- Elsenhans, H, 1988, «Développement indépendant. Rôle des petites et moyennes entreprises et du secteur informel. Distributions des revenus», *Revue Tiers-Monde*, No. 115, Juillet-Septembre, pp. 601-615.
- Emmanuel, A, 1981, *Technologie appropriée ou technologie sous-développée*, Paris, PUF.
- Grellet, G, 1988, «Stratégies d'industrialisation pour l'Afrique», *Revue Tiers-Monde*, No. 115, Juillet-Septembre, pp. 1007-1019.

- Hoselitz, B, F, 1971, *Aspects sociologiques de la croissance économique* Paris, Tendances actuelles.
- Humbert, M, 1986, «Une approche de l'industrialisation fondée sur le concept de système industriel mondial», *Revue Tiers-Monde*, No. 107, Juillet-Septembre, pp. 537-554.
- Inayatullah, 1972, 'Toward a Non-Western Model of Development', in Lerner, D, and Schramm, W, *Communication and Change in the Developing Countries* Honolulu, The University Press of Hawaii, pp. 92-102.
- Jenkins, R, 1988, «L'industrialisation de l'Amérique latine et la nouvelle DIT», *Revue Tiers-Monde*, No. 115, Juillet-Septembre, pp. 836-853.
- Judet, P, 1980, «Conséquences sociales de l'industrialisation dans les pays du tiers monde», *Dossier FIPAD*, No. 20, Novembre-Décembre., pp. 37-47.
- Kançals, S, 1982, «Sur les stratégies d'industrialisation des pays semi-industrialisés», *Issues*, No. 13.
- Kaplinsky, R, 1984, *Third World Industrialization in the 1980: Open Economies in a Closing World*, London, F. Cass.
- Latouche, S, 1989, *L'Occidentalisation du monde, Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, Paris, La Découverte.
- Lerner, D, 1958, *The Passing of Traditional Society: Modernizing the Middle East* Glencoe, Free Press.
- Levesque, B, 1989, «Présentation», in B. Levesque et al (Eds), *L'Autre économie: une économie alternative?* Sillery, PUQ, 10-52.
- Lipietz, A, 1985, *Mirages et miracles. Problèmes d'industrialisation dans le tiers-monde* Paris, La Découverte.
- , 1988, «Les conditions aux limites des politiques d'industrialisation dans le tiers monde», *Revue Tiers-Monde*, No. 115, Juillet-Septembre, pp. 1021-1028.
- Mc Robie, G, 1981, *Small is Possible*, New York, Harper and Row.
- Ominami, C, 1979, «Aperçu critique des théories du développement en Amérique latine», *Revue Tiers-Monde*, No. 80, Octobre-Décembre, pp. 725-746.
- , 1986, *Le Tiers-Monde dans la crise*, Paris, La Découverte.
- , 1988, «Le débat industriel latino-américain», *Revue Tiers-Monde*, No. 115, Juillet-Septembre, pp. 725-746.
- Pallois, C, 1981, *De la socialisation*, Paris, Maspéro.
- Perroux, F, 1969, *Le pain et la parole*, Paris, ed. du Cerf.
- , 1982, *Dialogue des monopoles et des nations* Grenoble, Presses Universitaires, de Grenoble.
- Reiffers, J, L, 1982, *Sociétés transnationales et développement endogène: Effets sur la culture, la communication, l'éducation, la science et la technologie* Paris, Unesco.
- Rostow, W, W, 1963, *Les étapes de la croissance économique* [Traduction M. J. Rouret], Paris, Seuil.
- Sachs, J, 1981, *Initiation au sous-développement*, Toulouse, Privat Editeur.
- Salama, P, et Tissier, P, 1982, *L'industrialisation dans le sous-développement* Paris, Maspéro.
- Schumacher, E, F, 1978, *Small is Beautiful. Une société à la mesure de l'homme*, Paris, Seuil.
- Singh, A, 1988, «La révolution industrielle inachevée du tiers-monde. Perspectives et politiques de reprise», *Revue Tiers-Monde*, No. 115, Juillet-Septembre, pp. 909-927.
- Tenaille, F, 1979, *Les 56 Afriques: Guide politique*, Paris, Petite collection Maspéro.
- Vachon, R, 1984, «Pour une réorientation des ONG. Du développement endogène à la solidarité interculturelle», *Revue interculture*, Vol. XVII, No. 4 Octobre-Décembre, pp. 38-62.

* Département de Sociologie, Université du Québec à Montréal.